La lutte contre le moustique tigre

Étude sur les Pratiques et les Logiques d'Action en matière de Lutte Anti-Vectorielle

Ghozlane FLEURY-BAHI, Université de Nantes, LPPL EA 4638

Les partenaires : **Daniel Bley** et **Nicole Vernazza-Licht**, UMR 7300 ESPACE – **Clara Galland** et **Anne Tallec**, ORS Pays de la Loire – **Oscar Navarro**, Univ. Nantes, LPPL EA 4638 – **Dominique Pécaud**, Univ. Nantes, CFV EA 1161 – **Frédéric Simard**, UMR IRD 224 MIVEGEC

Enquêtes (sociologique, épidémiologique, anthropologique et psychosociale) - Projet en cours (depuis oct. 2017) – Financement : 199.857 euros – Contact : ghozlane.fleury@univ-nantes.fr

Mots-clés : vecteur, prévention, gestion risque, lutte contre moustique, biocide, arbovirose, chikungunya, dengue, Aedes albopictus

Dans les années 1960, la lutte contre les moustiques était vécue en France métropolitaine comme une « lutte de confort ». Il s'agissait principalement de lutter contre la prolifération des larves de moustiques afin de réduire leur capacité de nuisance. Les produits utilisés étaient des larvicides chimiques : différents organophosphorés, dont le spectre d'action (après l'interdiction du DDT[33]) restait encore trop large pour ne pas nuire à l'environnement.

La Directive européenne 98/8/CE

En 1998, une directive européenne exige que tous les produits biocides existants[34] soient de nouveau homologués. Peu le sont ; ce qui entraîne progressivement leur disparition. Seuls subsistent pour lutter contre les moustiques adultes, la deltaméthrine (produit relativement toxique dont l'usage permanent a pour effet d'entraîner la résistance des moustiques) et pour lutter contre les larves, le Bti (*Bacillus thuringiensis var. israelensis*) qui peut être utilisé dans les lagunes.

Bien que le Bti (larvicide biologique) offre une meilleure préservation de l'environnement, son utilisation reste complexe et conditionnée par plusieurs paramètres : différences de sensibilité entre les différentes espèces de moustiques, entre les larves plus jeunes et les plus âgées, température de l'eau, intensité lumineuse… Actuellement, c'est le seul produit disponible, sans alternative démontrée.

Cette évolution des produits et de leur usage incitent les collectivités territoriales à rechercher d'autres solutions ; elles évoquent notamment la lutte intégrée qui utilise des moyens biologiques et limite au maximum les produits chimiques.

La présence du moustique tigre

Depuis l'arrivée du moustique tigre (*Aedes albopictus*) en France métropolitaine[35], la lutte anti-vectorielle (LAV) s'inscrit désormais dans un objectif de santé publique et de prévention des risques sanitaires. En effet, ce moustique peut transmettre à l'Homme des virus comme celui de la dengue, du chikungunya ou du Zika et fait, depuis 2006, l'objet d'une surveillance renforcée[36].

Il existe plusieurs niveaux de surveillance et d'alerte. À chaque niveau, correspond une série de réponses administratives et techniques, allant de la simple mise en œuvre de procédures de surveillance (détection) à des opérations de démoustication, à des actions

[33] Organochloré rémanent non sélectif, interdit en France en 1971.

[34] Qu'ils soient utilisés pour protéger l'homme, les animaux, les matériaux ou les articles contre les organismes nuisibles.

[35] Installé pour la première fois en 2004 dans le Sud-Est de la France, il se dissémine en empruntant deux axes de circulation : l'axe rhodanien et l'axe atlantique.

[36] Plan anti-dissémination de la dengue et du chikungunya en métropole.

d'information destinées aux professionnels de santé et de communication auprès du public. Ces mesures s'appuient sur une vision « *top-down* » de la prévention des risques ; elles s'accompagnent souvent de réflexions sur les représentations que se font les personnes des nuisances et des dangers et la manière d'orienter leurs comportements. Ce dispositif symbolique et pratique reste en partie à construire par une approche pluridisciplinaire et les objectifs de prévention ne peuvent être atteint que par la volonté d'en faire un objet de recherche et d'action politique interdisciplinaire.

Les représentations

En ce qui concerne les moustiques, chacun d'entre nous ne cherche pas à les distinguer systématiquement. Les uns évoquent les moustiques, qu'ils piquent ou non, qu'ils soient dangereux pour la santé ou non. Les autres les ignorent. Tous les inscrivent dans une vision du monde à la fois commune et particulière. Pourtant, malgré leurs particularités, quand ils ne disparaissent pas dans le classement changeant de ce qui nous préoccupe individuellement ou collectivement, les moustiques restent la cible d'actions qui visent à réduire leur nuisance.

Préoccupations, pratiques et comportements se développent ainsi en fonction de constructions imaginaires ou rationnelles, c'est-à-dire de nos perceptions de « mondes » (subjectivités) : prise en compte du respect de l'environnement, de la biodiversité, risques acceptables, définition de la santé, du bien-être, de la qualité de vie, positions éthiques…

Le projet de recherche : EPLA-LAV

Le projet de recherche consiste à recueillir des informations selon des disciplines variées, des concepts et méthodes qui leur sont attachés concernant les croyances, logiques d'actions et pratiques en matière de lutte anti-vectorielle des différentes populations concernées (population générale et professionnels de santé) de la façade atlantique afin d'améliorer les connaissances et de contribuer utilement à la prévention des risques dictée par la présence d'*Aedes albopictus.*

Méthodologie

Pour ce faire, deux études seront menées auprès des professionnels de santé (médecins généralistes, pharmaciens d'officines), ainsi que deux études auprès d'échantillons issus de la population générale. Pour chacune de ces populations, des enquêtes dites qualitatives (sous la forme d'entretiens, de monographies ou retours d'expérience) seront associées à des enquêtes quantitatives.

Les objectifs sont donc de :

- Recenser et qualifier les logiques d'action individuelle et collective ;
- Inventorier et caractériser les pratiques des professionnels de santé en matière de LAV ;
- Inventorier les pratiques ordinaires en matière de lutte individuelle contre les nuisances et/ou les dangers que représente *Aedes albopictus* ;
- Clarifier les usages et les finalités de méthodes utilisées afin de les diffuser auprès de l'ensemble des acteurs et de les discuter ;
- Dégager des préconisations en matière de prévention des risques pour l'ensemble des situations métropolitaines dans une perspective de gestion pluraliste des risques sanitaires.

Pour la plupart, les données sont collectées et leur analyse en cours. L'enquête sur les perceptions et pratiques de prévention des risques liés à l'implantation du moustique tigre menée en 2019 par l'Observatoire régional de la santé auprès des médecins généralistes et pharmaciens de deux départements des Pays de la Loire est finalisée. Elle a montré qu'une part importante de ces professionnels - près de la moitié des pharmaciens et plus de la moitié des médecins - considèrent que le risque de

survenue dans les 10 prochaines années d'une épidémie locale de dengue, zika ou chikungunya (pathologies possiblement transmises par le moustique tigre) est faible. Ils sont peu nombreux à se sentir en première ligne pour la transmission des conseils et recommandations en matière de lutte anti-vectorielle, et considèrent majoritairement que les agences et autorités sanitaires sont les mieux placées pour cela. Toutefois, médecins généralistes et pharmaciens pourraient constituer un réseau mobilisable pour cette lutte, plus de 80 % d'entre eux se disant intéressés par une formation à ce sujet.